



Versement

1450 W 1-28

Identification

Intitulé/ Analyse : Ouvrages d'art. ~ Suivi technique des travaux de construction et de réfection : dossier de marché et d'exécution (subdivision de Bar-sur-Seine).

Dates extrêmes : 1868-1999

Importance matérielle : 1,5 ml

Contexte

Services producteurs : Direction départementale de l'Équipement ;
Aube. Conseil général, direction du génie civil et des transports.
Aube. Conseil général. Direction des routes et du logement.

Service versant : Aube. Conseil général. Direction des aménagements et des infrastructures. Maîtrise d'œuvre et modernisation

N° d'entrée du versement : 55673

Date d'entrée du versement : 16.10.2007

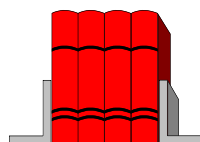
Conditions d'accès aux documents

Début communicabilité : immédiate

Fin communicabilité : 01/01/2025

Contrôle de la description

Date de rédaction de l'inventaire : novembre 2007



Présentation

Présentation des services producteurs

Histoire administrative

La direction départementale de l'équipement

L'année 1967 voit la création d'un grand ministère de l'équipement, à partir de la fusion entre le ministère des Travaux publics et des Transports, et celui de la Construction. Ce ministère s'appuie sur le corps des ingénieurs des Ponts et Chaussées, et des ingénieurs des travaux publics de l'Etat.

L'Équipement s'organise très rapidement et les services extérieurs refondus donnent naissance aux directions départementales de l'équipement (DDE.)

Dans le contexte issu de la 1^{re} décentralisation (les lois de décentralisation votées entre 1982 et 1985), la DDE est un service technique d'aménagement à la disposition de l'Etat pour conduire ses politiques, et des collectivités territoriales pour les missions qu'elles lui confient.

La DDE intervient dans les principaux domaines suivants :

- aménagement routier, entretien et exploitation des routes et de la sécurité ;
- urbanisme, habitat et construction ;
- maîtrise d'oeuvre et conduite d'opération en matière de voirie et de réseaux divers, aménagement urbain et de bâtiment ;
- gestion du patrimoine aéronautique civil et militaire ;
- transports terrestres.

Dans le cadre de cette décentralisation, le Conseil général de l'Aube crée une direction afin d'assumer les nouvelles missions dévolues au Département.

La direction du génie civil et des transports

En 1988, la direction du génie civil et des transports, placée sous l'autorité directe du président du Conseil général, est chargée du domaine routier.

Elle est composée de cinq services, dont deux ont produits les documents versés ici :

- le service programmation chargé, entre autres, de la gestion des crédits du bureau des marchés ;
- le service d'études techniques, chargé de l'établissement des dossiers de consultation des entreprises et des études routières.

En 1991, une restructuration de la direction donne naissance à la direction des routes et du logement.

La Direction des Routes et du Logement

La direction des routes et du logement (DRL) est un service du Conseil général de l'Aube, créée suite aux lois de la première décentralisation.

Ce service avait pour mission de veiller à la mise en application de la politique départementale définie dans les domaines relatifs à l'aménagement du territoire, l'utilisation des ressources énergétiques, et les opérations d'urbanisme.

Depuis 1982, à la suite des lois de décentralisation, les conseils généraux ont donc progressivement repris la gestion directe des personnels qui, au sein des DDE, assuraient les missions qui relèvent de leurs compétences, notamment la voirie départementale et le patrimoine immobilier (collèges).

L'acte II de la décentralisation, prévu par la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, prévoit que les Conseils généraux reprennent la totalité de la gestion des réseaux routiers départementaux dont ils ont la responsabilité ainsi que tout le réseau routier national – à l'exception de la RN 77 entre la rocade de l'agglomération troyenne et la limite avec le département de l'Yonne.

Présentation du service versant

L'acte II de la décentralisation, effective au 1^{er} janvier 2007, a provoqué la réorganisation de la direction des routes et du logement (direction du Conseil général) et a donné naissance à 2 nouvelles directions : la direction des routes et de l'action territoriale (présente sur le terrain, spécialisée dans toutes les questions techniques : voirie départementale, logement locatif, aménagement rural, etc.) et la direction des aménagements et infrastructures, tournée vers les grands investissements et projets.

Dans son organigramme, la direction des aménagements et infrastructures comprend le service « maîtrise d'œuvre et modernisation », partiellement héritier du « bureau d'Etudes » du service « modernisation des routes départementales » ; ce service suivait, entre autres, les dossiers relatifs aux ouvrages d'art

Présentation du contenu du versement

Intérêt du versement

Les archives de la direction départementale de l'équipement, puis de la direction des routes et du logement, versés ici, concernent uniquement le territoire couvert par la subdivision de Bar-sur-Seine.

Elles regroupent les documents relatifs aux constructions ou aux réfections des ouvrages d'art dans cette subdivision. S'échelonnant entre la fin du XIX^e siècle et 1999, elles permettent d'appréhender l'évolution des techniques de la conception des ouvrages d'art.

Les dossiers versés comprennent des projets et des études, des documents d'exécution, des pièces de marchés et de très nombreux plans, souvent en couleur.

Il est à noter que de nombreux dossiers concernant la période antérieure à 1940 devraient être classés dans la série S (Travaux publics et transports avant 1940). Cependant, pour plus de simplicité et de facilité pour le service versant, qui est appelé à consulter souvent ses dossiers, ceux-ci n'ont pas été scindés.

Tris et éliminations pratiqués

Aucun tri n'a été pratiqué dans ce versement.

Accroissements et entrées possibles

Pour avoir une vision d'ensemble des dossiers d'ouvrages d'art, il convient de se reporter aux versements référencés respectivement 1442 W et 1443 W ; en effet, ce service a déjà versé des ouvrages d'art relatifs au territoire d'Aix-en-Othe et d'Arcis-sur-Aube.

Ce service est appelé à verser de nouveaux dossiers concernant les autres subdivisions du département.

De plus, le lecteur pourra parcourir les dossiers versés par un autre service du conseil général : le service "exploitation et entretien de la route" de la direction des routes et du logement. En 2006, un versement a été effectué, référencé 1379 W, correspondant à un échantillon de la production de ce service et relatif à une période chronologique allant de 1988 à 1997.

La direction départementale de l'équipement a également versé des dossiers d'ouvrages d'art concernant principalement des routes nationales (classées routes nationales jusqu'en 2006). Ce versement est en cours de classement.

Le lecteur pourra également compléter ce versement en consultant la série S, intitulée "travaux publics et transports" pour la période antérieure à 1940.

Mode(s) de classement adopté(s)

Le classement est celui donné par le service versant. Les dossiers sont classés géographiquement, par chemins ou routes.



CONDITIONS D'ACCES AU FONDS

Conditions générales d'accès aux archives publiques

La loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs précise et garantit le droit de toute personne à l'information. A ce titre, certains dossiers sont communicables immédiatement.

Le législateur définit des « secrets absolus » (article 6). Dans ce cas, les documents administratifs dont la consultation porterait atteinte à l'un des secrets protégés par la loi ne sont pas communicables au sens de la loi du 17 juillet 1978. Ils sont communicables au terme des délais et dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1979 sur les archives.

Il définit également des « secrets relatifs » (article 6). Dans ce cas, seule la personne directement concernée par les documents peut les consulter. Dans tous les autres cas, l'accès à ces documents se fait sur le fondement de la loi du 3 janvier 1979 en vertu des articles 6 et 7.

Le Code du patrimoine (livre II) fixe un délai de droit commun de trente ans et des délais spéciaux -suivant le contenu du document- de 60 et 100 ans à compter de la date du document ou de 120 et 150 ans à compter de la date de naissance de la personne. Par convention, la libre communicabilité est fixée au 1er janvier de l'année qui suit.

Pour toute consultation de document avant l'expiration des délais légaux, il vous est possible de déposer une demande de dérogation auprès du directeur des Archives départementales. Le président de salle de lecture est à votre disposition pour tout renseignement.

Conditions d'accès au fonds

La commission d'accès aux documents administratifs (CADA) a examiné dans ses séances du 8/2/2007 et 7/12/2006 le caractère communicable des marchés publics.

La commission rappelle qu'une fois signés, les marchés publics et les documents qui s'y rapportent sont considérés comme des documents administratifs soumis au droit d'accès institué par la loi du 17 juillet 1978.

Cependant, il existe un secret en matière industrielle et commerciale.

Ce droit de communication, dont bénéficient, tant les entreprises non retenues que toute autre personne qui en fait la demande, doit toutefois s'exercer dans le respect du secret en matière industrielle et commerciale, protégé par les dispositions du II de l'article 6 de la loi du 17 juillet 1978. Sont notamment visées par cette réserve, les mentions relatives aux moyens techniques et humains, à la certification de système qualité, aux certifications tierces parties ainsi qu'aux certificats de qualification concernant la prestation demandée, ainsi que toute mention concernant le chiffre d'affaires, les coordonnées bancaires et les références autres que celles qui correspondent à des marchés publics.

Par conséquent, compte tenu de la présence de pièces administratives (mentions relatives aux moyens techniques et humains...) fournies par les entreprises, protégées par le secret industriel et commercial, la communicabilité de ce versement est portée à 25 ans à compter de la date de clôture du dossier.

Index des lieux cités dans ce bordereau de versement

Les numéros à droite renvoient aux cotes

ARSONVAL	18
AUBE (COURS D'EAU)	3, 6, 7, 12, 13, 14, 20, 21, 22, 23, 24
AUJON.....	4, 13
BAR-SUR-AUBE	1
BAYEL.....	12
BLIGNY	2
BOSSANCOURT.....	20
DOLANCOURT	9, 10, 28
FONTAINE.....	6, 22, 23, 24
JAUCOURT.....	17
JUVANCOURT	13, 14
JUVANZE	11
LANDION (LE ; COURS D'EAU).....	9, 10
LONCHAMP-SUR-AUJON.....	4, 5
MAURE (LE ; COURS D'EAU).....	8
MAZE (LA ; COURS D'EAU)	13
SPOY.....	19
TRANNES	7
UNIENVILLE.....	8, 21
VENDEUVRE-SUR-BARSE	15, 16, 26, 27
VILLE-SOUS-LA-FERTE.....	3, 13, 14

1450 W 1 - 28 Ouvrages d'art. - Suivi technique des travaux de construction et de réfection : dossier de marché et d'exécution (subdivision de Bar-sur-Seine)

1450 W 1	Route départementale n° 4. Reconstruction du pont de Bar-sur-Aube : pièces officielles, pièces techniques, dessins d'exécution de l'entrepreneur, photographies de l'ouvrage en construction.	1940 - 1950
1450 W 2	Route départementale n° 4. Réfection et élargissement d'un pont en maçonnerie à Bligny (PR 27,740) : correspondances, notes de calculs, plans d'exécution, plans de récolement, photographies de l'ouvrage avant travaux, dossier complet du marché négocié.	1994 - 1994
1450 W 3	Route départementale n° 12. Reconstruction du pont de décharge sur la vallée de l'Aube à Ville-sous-la-Ferté : pièces administratives, pièces techniques (dossier de bordereau complet).	1956 - 1956
1450 W 4	Route départementale n° 12a. Reconstruction du pont de la pécherie sur l'Aujon à Longchamp-sur-Aujon : dossier de reconstruction de l'ouvrage (1941), dossier de reconstruction de l'ouvrage (1950), avant-projet sommaire (1963), dossier de bordereau complet (1963), étude de sol (1963), correspondances, notes de calculs (1964), procès-verbaux d'essais de compression sur éprouvettes (1964), plans d'exécution (1964).	1941 - 1964
1450 W 5	Route départementale n°12b. Réfection de l'étanchéité de l'ouvrage de franchissement de l'Aujon à Longchamp-sur-Aujon : correspondances, dossier de consultation des entreprises.	1998 - 1998
1450 W 6	Route départementale n°13. Elargissement du pont sur l'Aube dit "pont d'Arcole" à Fontaine : dossier d'études, correspondances, études de sol, consultations pour fondations, notes de calculs, dossier de consultation des entreprises, plans d'exécution.	1972 - 1977
1450 W 7	Route départementale n° 18. Reconstruction du pont sur l'Aube à Trannes : dessins de l'ancien pont (1868), correspondances (1940-1942), plan de l'ouvrage détruit, plan de l'ouvrage projeté (1940), plans de reconstruction de l'ouvrage (1940-1941), plans du dispositif de mine permanent (1941), dessin de l'ouvrage (1949).	1868 - 1949

1450 W 8	Route départementale n° 46. Reconstruction du pont sur le ruisseau du Maure à Unienville : bordereau relatif à la conférence avec le service hydraulique, plan des lieux, profil en long, dessin de l'ouvrage existant, dessins des ouvrages d'art, notes de calculs, devis, mémoire justificatif.	1935 - 1936
1450 W 9	Route départementale n° 46. Construction d'une travée supplémentaire du pont sur le Landion à Dolancourt : arrêtés, décisions, rapport, comptabilité, calcul de stabilité, analyse des prix, bordereau des prix, détail estimatif, avant-métré, devis, extrait du plan parcellaire général, plan des lieux, plan général, dessins de l'ouvrage actuel, dessins des ouvrages d'art, profil en long.	1922 - 1924
1450 W 10	Route départementale n° 46. Elargissement du pont sur le Landion à Dolancourt : correspondance, dossier (complet) de consultation des entreprises.	1980 - 1980
1450 W 11	Route départementale n° 46b. Reconstruction du pont de Juvanzé sur l'Aube : pièces officielles, pièces techniques, dossier de conférence mixte, plan du dispositif de mine permanent.	1941 - 1944
1450 W 12	Route départementale n° 47. Pont sur l'Aube à Bayel : études préalables à la consultation des entreprises, dossier de consultation des entreprises, correspondances, marché initial complet, notes de calcul d'exécution, plans et dessins d'exécution, correspondances, recueil des ordres de services, procès-verbaux, correspondances, recueil de photographies, procès-verbal de réception, décompte général.	1984 - 1985
1450 W 13	Route départementale n° 55. Rétablissement sur les communes de Juvancourt et Ville-sous-la-Ferté : correspondances, études hydrauliques, enquêtes hydrauliques (franchissement de l'Aube, la Maze, l'Aujon), dossier d'études, plans, convention préalable au rétablissement de communications.	1988 - 1989
1450 W 14	Route départementale n° 55. Construction du pont sur l'Aube à Juvancourt et Ville-sous-la-Ferté : dossier d'études, notes de calculs, fabrication des poutres, plans d'exécution, compte-rendus de chantier, dossier de consultation des entreprises, photographies.	1989 - 1990

1450 W 15	Route départementale n° 79. Réfection d'un mur de soutènement et protection de berges à Vendevre-sur-Barse : correspondances, marché public de travaux, plans, photos.	1994 - 1994
1450 W 16	Route départementale n° 79. Reconstruction du pont du virage du Bourgetet et rectification du virage à Vendevre-sur-Barse: correspondances, étude de sol, rectification du virage, acquisition de terrain, notes de calcul, plans d'exécution, photographies, dossier de consultation des entreprises.	1991 - 1991
1450 W 17	Route départementale n° 113. Réfection de l'ouvrage sur l'Aube à Jaucourt : correspondances, notes de calculs, avant-métré, estimation de la dépense, appareils d'appuis, photographies, dossier de consultation des entreprises, plans (1942) de la reconstruction, plans (1910).	1910 - 1992
1450 W 18	Route départementale n° 113. Pont d'Arsonval situé sur la rivière du moulin : dossier de consultation des entreprises (incomplet,1999), dossier de reconstruction du pont (pièces officielles et techniques,1944), plans de construction de l'ouvrage (1875).	1875 - 1999
1450 W 19	Route départementale n° 113. Construction du pont de Spoy sur le ruisseau de l'étang : correspondances, pièces officielles et techniques.	1956 - 1956
1450 W 20	Route départementale n° 146. Pont de Bossancourt sur l'Aube : plan du dispositif de mine permanent, dossier de conférence mixte (1949), pièce officielle relative à la 2è reconstruction (1945), pièces officielles et techniques relatives à la 1ère reconstruction (1942), plans de l'ouvrage (1885).	1885 - 1949
1450 W 21	Route départementale n° 210. Pont sur l'Aube à Unienville : dispositif de mine permanent, dossier de conférence mixte (1949), correspondances (1941-1942), notes de calculs (1941), plans de la reconstruction de l'ouvrage (1941), plans de l'ouvrage (1877).	1877 - 1949

1450 W 22	Route départementale n° 396. Elargissement du pont "Boudelin" sur l'Aube à Fontaine : correspondances (1935-1936), avant-projet (1935), dessins d'exécution (1935).	1935 - 1936
1450 W 23	Route départementale n° 396. Reconstruction du pont "Boudelin" sur l'Aube à Fontaine : correspondances (1940-1944), dessins divers (1941-1944), travaux de déblaiement (1941), dossier de reconstruction du pont (1941).	1940 - 1944
1450 W 24	Route départementale n° 396. Réparation du pont "Boudelin" sur l'Aube à Fontaine : correspondances, pièces manuscrites et administratives, plans.	1979 - 1979
1450 W 25	Route départementales n° 396. Elargissement du pont "Boudelin" sur l'Aube à Fontaine : correspondances, note de calculs, dossier de consultation des entreprises.	1992 - 1992
1450 W 26	Route départementale n° 443. Aménagement des trottoirs et mise en conformité des parapets de l'ouvrage (SNCF) à Vendeuvre-sur-Barse : photographies, correspondances, dossier de consultation des entreprises.	1996 - 1996
1450 W 27	Route nationale n° 19. Construction d'aqueducs et de trottoirs dans la traverse de Vendeuvre-sur-Barse : pièces techniques et administratives, plans.	1901 - 1901
1450 W 28	Route nationale n° 19. Carrefour avec route départementale n° 44 et route départementale n°46 au P.R avec la ligne Paris-Belfort à Dolancourt : correspondances, pièces administratives et techniques, plans, dossier d'études.	1960 - 1961